

« Les gestionnaires de réseau de distribution ne sont souvent pas solidaires », estime la conseillère fédérale Doris Leuthard.



# « Le pouvoir de marché des consommateurs ne fonctionne pas »

Le marché suisse de l'électricité est actuellement faussé par l'ouverture partielle. Les prix de l'électricité augmentent depuis 2016. Le moment est venu d'effectuer le pas d'une libéralisation totale du marché, estime la ministre de l'énergie Doris Leuthard. Et « ce ne sera pas facile ». *Susanne Blank, Nicole Tesar*

**Mme Leuthard, profitez-vous de vos derniers jours en tant que conseillère fédérale ?**

Profiter, c'est beaucoup dire. De nombreux projets doivent encore passer devant le Conseil fédéral ou le Parlement. Je ne lève pas le pied.

**Vous avez la réputation de bien maîtriser vos dossiers. Qu'en est-il de vos connaissances en physique ?**

À l'école, j'étais bonne en mathématiques, mais peu douée en physique – mes diplômes en attestent. J'ai toutefois comblé mes lacunes, car maîtriser les notions de physique est fondamental pour comprendre le marché de l'électricité.

**Il y a deux ans et demi, le Conseil fédéral a ajourné l'ouverture complète du marché de l'électricité. Pourquoi est-ce maintenant le bon moment ?**

En 2016, les prix de l'électricité étaient très bas. Les producteurs suisses d'électricité craignaient de ne plus être concurrentiels. Le Parlement a donc décidé de soutenir encore la grande hydraulique. Le marché s'est depuis lors redressé, avec une hausse des prix de 40 %. Il est temps de s'ouvrir à la concurrence.

**Quand ?**

Quatre ans nous séparent probablement de l'ouverture effective du marché : le projet doit passer devant le Parlement puis, le cas échéant, devant le peuple si un référendum aboutit.

**Qu'apportera l'ouverture du marché aux consommateurs ?**

Beaucoup. Le marché est actuellement faussé par la libéralisation partielle. Les grands clients

peuvent acheter librement d'énormes quantités d'électricité sur le marché alors que 99 % des clients – tous les ménages et la majorité des PME – n'ont pas la possibilité de choisir. Le pouvoir de marché des consommateurs ne fonctionne pas. Le marché non plus en ce qui concerne la flexibilisation. Le propriétaire d'une installation photovoltaïque n'est par exemple guère incité à injecter de l'électricité dans le réseau quand celui-ci en a besoin.

**Les consommateurs peuvent-ils espérer des prix plus attractifs sur le marché libre ?**

Pas nécessairement. Les producteurs d'électricité qui proposent des produits chers ou un choix limité se retrouveront certes sous pression, mais n'oublions pas que le prix de l'énergie représente seulement 40 % environ des coûts de l'électricité. Les coûts du réseau, les impôts et les redevances sont les principales composantes du prix de vente aux consommateurs finaux. Nous voulons baisser les coûts du réseau – élevés en comparaison internationale – en durcissant la réglementation. Et la promotion des énergies renouvelables, limitée dans le temps, ne pèsera plus sur les consommateurs lorsqu'elle sera arrivée à terme.

---

## Doris Leuthard

La conseillère fédérale PDC Doris Leuthard est à la tête du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) depuis 2010. Âgée de 55 ans, l'Argovienne a auparavant dirigé pendant quatre ans l'ancien Département fédéral de l'économie (DFE). Éluë pour la première fois au Conseil national en 1999, la juriste a présidé le PDC suisse de 2004 à 2006. Elle quittera le Conseil fédéral à la fin décembre.



**Les clients privés doivent pouvoir choisir librement leur fournisseur. Vous proposez un produit standard dans l'approvisionnement de base composé d'électricité suisse et d'une part minimale d'énergie renouvelable. Pourquoi vouloir protéger la Suisse ?**

Il ne s'agit pas de protéger la Suisse, mais de promouvoir les énergies renouvelables par les mécanismes du marché au lieu de subventions. Ce produit standard, composé principalement d'électricité suisse renouvelable, constitue une offre conforme aux objectifs de la Stratégie énergétique. Libre à chacun des plus de 5 millions de consommateurs d'électricité de l'acheter ou non. Ce n'est ni une subvention, ni une intervention sur le marché.

**Le nombre de fournisseurs d'énergie a reculé de 900 à 630 en dix ans. La libéralisation renforcera-t-elle la consolidation ?**

C'est probable. Pour un petit pays comme la Suisse, plus de 600 fournisseurs d'électricité constituent encore un nombre considérable. Une consolidation n'est toutefois pas le but visé. Mais les petits fournisseurs pourraient davantage coopérer, notamment pour l'exploit-

tation du réseau ou l'acquisition d'électricité. Une certaine taille est nécessaire pour pouvoir s'affirmer de manière professionnelle sur le marché. Il existe aujourd'hui beaucoup de petites coopératives dans lesquelles c'est un bénévole qui achète l'électricité après sa journée de travail.

**Propriétaires de centrales électriques, les cantons et les communes sont indirectement concernés par l'ouverture du marché. Ressentez-vous un soutien ?**

Beaucoup ont deux casquettes. Ils prônent l'ouverture du marché tout en voulant participer aux bénéfices des entreprises. En 2017, les cantons et les communes ont ainsi encaissé plus d'un milliard de francs. Peu de gestionnaires de réseau de distribution produisent de l'électricité. La plupart l'achètent à un prix avantageux sur le marché. Ils ne sont souvent pas solidaires : l'électricité suisse n'est souvent pas prioritaire, seul le prix bas compte.

**Faut-il s'attendre à des résistances ?**

La tâche ne sera pas facile. Le Conseil fédéral agit néanmoins dans l'intérêt du pays et des



consommateurs en répondant aux questions suivantes : pourquoi ne peut-on pas choisir en tant que consommateur ? Pourquoi les gestionnaires de réseau de distribution gagnent-ils autant d'argent au détriment de leurs clients ? Pourquoi peut-on acheter de l'électricité produite à Arosa à la bourse de l'électricité de Leipzig, mais pas dans le canton voisin ? L'intensification de la concurrence remédiera à cet état de fait. Et la possibilité de choisir donnera plus de pouvoir de marché aux consommateurs.

**Un grand nombre de politiciens exigent davantage de subventions pour la force hydraulique. Quelle est votre position à ce sujet ?**

J'y suis défavorable. Notre force hydraulique est aujourd'hui concurrentielle, même sur le marché européen de l'électricité, notamment parce qu'elle permet de stocker l'énergie. Beaucoup de centrales hydroélectriques sont déjà amorties. Le soutien du marché est donc limité – à juste titre.

**Les redevances hydrauliques génèrent un conflit d'intérêts entre les exploitants des centrales électriques et les cantons de montagne. Une solution est-elle en vue ?**

Les redevances hydrauliques sont en cours d'examen au Parlement. Une nouvelle solution devrait être mise en place après 2024 : les cantons hydrauliques recevront un montant de base fixe, plus une rémunération flexible selon la situation du marché. N'oublions pas que les redevances hydrauliques représentent aujourd'hui un quart des coûts de revient. Ce n'est pas rien.

**Dans la nouvelle loi, le Conseil fédéral propose d'introduire une réserve de stockage. Pour quelles raisons ? Des études montrent que la sécurité d'approvisionnement de la Suisse est garantie au moins jusqu'en 2025, même en cas de situations extrêmes.**

C'est vrai : le risque est minime, même à dix ans. Des situations extrêmes imprévisibles pourraient survenir ponctuellement lors de jours d'hiver glacials, quand l'offre se raréfie dans toute l'Europe et que la consommation est élevée. Nous voulons aussi nous couvrir contre les petits risques, c'est typiquement suisse.

**Combien coûte cette réserve ?**

Pas grand-chose : entre 0,1 et 0,4 % du prix de l'électricité, en fonction de la couverture voulue par le Parlement, soit un à deux francs par ménage et par an.

**Les coûts du réseau représentent la moitié de la facture d'électricité. Comment améliorer l'efficacité sur ce plan ?**

Une planification intelligente a permis à Swissgrid d'accroître l'efficacité du réseau haute tension ces dix dernières années. Reste à agir au niveau des réseaux de distribution. En améliorant le pilotage, l'exploitant de réseau peut mieux ajuster la production d'électricité aux besoins des consommateurs et se passer d'investir pour développer le réseau. Un projet pilote portant sur un entrepôt frigorifique de Migros dans le canton de Soleure a montré qu'il était possible de réduire de 20 % la consommation d'électricité grâce à une commande par ordinateur. En diminuant le régime aux heures de pointe, il est possible de fournir l'électricité non consommée par les installations frigorifiques aux ménages et à l'industrie, ce qui décharge le réseau de distribution, qui est utilisé plus efficacement.

---

**« Il ne s'agit pas de protéger la Suisse. »**

**Faut-il encore investir pour assurer la stabilité des réseaux ?**

La plupart des réseaux sont suffisamment dimensionnés. Les gestionnaires de réseau devraient néanmoins investir dans le pilotage intelligent. Le problème, c'est qu'ils n'ont aucune incitation à le faire. En situation de monopole, ils peuvent répercuter leurs coûts.

**Que proposez-vous ?**

Avec la révision de la loi sur l'approvisionnement en électricité, nous misons sur davantage de flexibilité. Les tarifs de réseau doivent être basés davantage sur la puissance soutirée et moins sur les kilowattheures consommés. Nous voulons aussi obtenir plus de transparence et d'efficacité des coûts de la part des gestionnaires de réseau. Si cela ne suffit pas, une régulation des incitations sera introduite comme dans l'Union européenne. Selon nos estimations, on pourrait ainsi économiser environ 250 millions de francs par an.

**La Suisse négocie un accord sur l'électricité avec l'UE depuis 2007. Pourquoi l'accès au marché européen de l'électricité est-il si important ?**

Sans accord sur l'électricité, la Suisse ne dispose pas des mêmes droits sur ce marché et ne participe ni au développement du réseau européen d'électricité, ni à l'organisation des échanges, ni à la gestion des crises. Cela fait 15 ans que la Suisse importe plus d'électricité en hiver qu'elle n'en exporte. Faire cavalier seul nous coûte actuellement 115 millions d'euros par an, payés par les entreprises et les consommateurs. Et la facture augmente avec le temps.

**L'accord sur l'électricité requiert un accord-cadre avec l'UE.**

Un accord-cadre est indispensable pour avoir accès au marché. Nous sommes pratiquement prêts sur le plan technique, mais encore loin d'un accord-cadre. Si le Conseil fédéral s'approche d'un accord-cadre d'ici fin 2018, mon successeur pourrait le signer au printemps. Ce sera plus difficile ensuite, car l'UE mettra en vigueur le nouveau paquet législatif « Énergie propre » relatif au marché intérieur de l'électricité d'ici fin 2019. Plus nous tergiversons, plus il sera cher et compliqué pour les énergéticiens suisses d'acheter et de vendre de l'électricité. Certains éléments de l'accord devraient en outre être renégociés.

**Cela fait déjà douze ans que vous êtes conseillère fédérale. Comment réussissez-vous à rester motivée ?**

C'est pour moi un privilège de contribuer, comme conseillère fédérale, à façonner la Suisse et à conduire notre pays vers l'avenir. Il n'est possible de le faire nulle part ailleurs.

**Quels chantiers laissez-vous à votre successeur ?**

La numérisation constitue un thème-clé. Et c'est là que notre système fédéraliste atteint ses limites. Sur le plan fédéral, nous sommes allés de l'avant et fournissons désormais une multitude de données numériques. Plusieurs cantons et communes ne sont cependant pas si avancés. La question du trafic est un bon exemple : chaque ville dispose de sa propre application pour le stationnement et le vélo, ce qui nécessite un grand travail d'interconnexion. D'autres pays nous devancent grâce à la rapidité de leurs décisions.

---

« Avec la numérisation, notre système fédéraliste atteint ses limites. »

**Quel conseil donneriez-vous à votre successeur si vous disposiez de 160 caractères pour écrire un SMS ?**

Décider, décider, décider ! On ne gagne rien à se cacher derrière des rapports, à constituer des groupes de travail et à multiplier les concertations. Un gouvernement doit prendre ses responsabilités et décider, même si c'est désagréable. Au DETEC, je le fais chaque jour. L'insécurité est un facteur de coûts.

**Votre voiture de fonction est une Tesla électrique. Allez-vous la racheter à la Confédération ?**

(Rires) Elle ne rentre malheureusement pas dans mon garage. Et elle appartient à la Confédération. J'espère qu'un autre conseiller fédéral l'utilisera.

Entretien: Susanne Blank et Nicole Tesar,  
Rédactrices en chef de *La Vie économique*